# Informations générales

Email de contact : sp-lorient-bdet@morbihan.gouv.fr

Date de signature du CRTE : 17 décembre 2021

Nature juridique de la structure porteuse : Communauté de communes

Nom de la structure porteuse : Auray Quiberon Terre Atlantique

Si protocole de préfiguration : date de signature : 2021-07-27

# Signataires

Nature des signataires du CRTE :

* nom : CC Auray Quiberon Terre Atlantique, SIREN : 200043123, nature : CC
* banque des territoires

# Stratégie

Nature des documents stratégiques et plans-programmes préexistants :

* SCOT
* Projet alimentaire territorial
* PCAET
* Etude de capitalisation CIT’ERGIE avec l’ADEME
* Programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés
* Schéma directeur déchets
* Plan Climat Air Energie Territorial
* PAPI
* PIG Habiter mieux avec l’ANAH
* Programme “Mobilisons les Breton.ne.s”avec l’ADEME

Liste des contrats figurant dans le CRTE :

* Convention globale CAF
* Contrat de ville
* Volet territorial du CPER
* Convention avec le centre des monuments nationaux pour l’activité du chantier d’insertion des mégalithes
* Convention Fonds départemental d’inclusion avec la DDETS pour le volet insertion par l’activité économique
* Convention “conseil en énergie partagé” avec ADEME et Région
* Accord de programmation avec l’agence de l’eau et l’Etat pour mener des travaux de réhabilitation et modernisation des systèmes d’assainissement

Liste des programmes de l’ANCT intégrés :

* Petits villes de demain

Liste des orientations stratégiques, axes, ambitions, volets, objectifs… :

* Préserver notre environnement et valoriser nos ressources
* Soutenir notre économie au plus près des acteurs
* Aménager notre territoire en veillant à nos équilibres
* Mobiliser nos ressources au service d’une action publique efficace
* Capitaliser sur notre qualité de vie, le bien-être et les liens sociaux

Réalisation d’un diagnostic initial du territoire : Oui

Mise à jour du projet de territoire avec l’élaboration du CRTE : Oui

# Plan d’action

Domaines d’action publique couverts :

* Circuits courts agricoles
* Economie sociale et solidaire
* Mobilités douces
* Santé et soins
* Emploi et Insertion
* Sport
* Loisirs
* Culture et patrimoine
* Gestion, valorisation des déchets, réemploi
* Extension urbaine maîtrisée
* Pratique agricole durable, agro-écologie
* Restauration et alimentation durable
* Connaissance et protection de la biodiversité et milieux naturels
* Sensibilisation et animation de la transition
* Production d’énergies renouvelables
* Efficacité énergétique
* Organisation des déplacements
* Commerce, artisanat de proximité
* Transports en commun
* Accès à un logement de qualité
* Vivre ensemble, interdépendance et solidarité
* Tourisme durable

Nombre de fiches action (opération prête à démarrer) : 3

Nombre de fiches projet (opération à travailler) : 104

# Gouvernance et évaluation

composition du COPIL :

* Banque des Territoires
* Président d’AQTA
* Autres établissements publics et opérateurs de l’Etat mobilisés en appui du CRTE
* Sous-prefecture de Lorient

Liste des instances de partenariat mobilisées ou créées :

* Conseil de développement

Fréquence prévisionnelle annuelle de réunion du COPIL : None

Fréquence prévisionnelle annuelle de réunion du comité technique : None

Liste des partenaires socio-économiques :

Démarches de co-construction du CRTE : None

Existence d’un volet de coopération interterritoriale (dont volet transfrontalier) : Non

## Domaines d’action publique de la coopération interterritoriale :

Définition d’indicateurs de suivi des objectifs opérationnels du CRTE : Oui

État des lieux écologique renseigné à l’aune des 13 indicateurs du socle national : Oui

Recours à la grille d’analyse ex-ante des actions :

# Ingénierie et financement

Recrutement d’un chef de projet / chargé de mission dédié : Non

Recrutement d’un volontaire territorial en administration : Non

Mobilisation de l’ingénierie locale : None

Mobilisation d’une ingénierie externe :

* NON

Existence d’une maquette financière annexée (ou d’un état récapitulatif des différents financements) au jour de la signature du contrat : Non

Montant total prévisionnel en euros des actions en dépenses de fonctionnement : 0€

Montant total prévisionnel en euros des actions en dépenses d’investissement : -€

Montant total en euros des engagements financiers des collectivités locales et leurs établissements publics : -€

Montant total en euros des engagements financiers de l’Etat et de ses opérateurs Plan de relance : -€

Montant total en euros des engagements financiers de l’Etat et de ses opérateurs hors plan de relance : -€

Montant total prévisionnel en euros des cofinancements européens : -€

Montant total prévisionnel en euros des cofinancements privés : -€

Montant en euros des engagements financiers de la Banque des territoires : - €